

XVII. *Vijfde uitloting der uitgestelde schuld.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)25^{de} ZITTING.

ZITTING VAN VRIJDAG 11 FEBRUARIJ 1820. (1)

(GEOPEND TEN 12 URE.)

Beraadslaging over en aanneming van het wets-ontwerp betreffende de vijfde uitloting der uitgestelde schuld; — Verslagen op verzoekschriften uitgebragt; — Ingekomen: verzoekschrift; — Wijziging in de samenstelling der Commissie voor de verzoekschriften.

Voorzitter, de heer **van Markel Bouwer**.

Tegenwoordig, met den Voorzitter, 66 leden, te weten, de heeren:

Bijleveld, Cuypers, Dumont, Fabry Longrée, Liefmans, Mesdach, Metelerkamp, van Heyden Reynestein, van Meeuwen, A. G. Verheijen, de Serret, Faber, Reyphins, van de Male de Nijs, Maréchal, van Aefferden, de Leonaerds d'Achel, Tinant, de Moreau de Bioul, van der Kemp, Hennequin, Geradon, de Jonge, van Spaen van Biljoen, van Hees, van Heerdt tot Eversberg, Geelhand della Faille, Pestors van Cattenbroek, van Wassenaer Pancras, Clifford, van Hogendorp, Dedel, van Wickevoort Crommelin, Duchastel, Huyssen van Kattendyke, van Utenhove van Heemstede, van Iddekinge, van Boetzelaer, Gendebien, Duvelaer van de Spiegel, Jarges, van der Bruggen van Croy, Thierry, van Alberda van Rensuma, van de Poll, van Randwijck van Rossem, van Heeckeren tot Kell, de Stockhem, de Hemricourt de Ramioul, Collard, della Faille d'Huyse, van Lochteren Stakebrand, du Bus, van den Hove, Collot d'Escury van Heineoord, Dotrengé, de Langhe, de Melotte d'Envoz, Serruys, Tack, de Troije, Surmont de Volsberghe, Rosier, de Moor, van Lijnden van Hoevelaken en Membrède.

De notulen van het verhandelde in de vorige zitting worden gelezen en goedgekeurd.

(1) Dit verslag is opgemaakt naar: 1°. de *Officiële Notulen* van het gebeurde op dezen dag; 2°. *Nederlandsche Staats-Courant* n°. 37; 3°. *Journal Général des Pays-Bas* n°. 502; 4°. *Middelburgsche Courant* n°. 20; 5°. *Provinciaal dagblad van Noord-Brabant* n°. 13; 6°. *Rotterdamsche Courant* n°. 19; 7°. *Journal de Verviers* n°. 48; 8°. *Gazette de Liège* n°. 39; 9°. *le Vénitien* n°. 438; 10°. *l'Oracle* n°. 45; 11°. *Journal de la Belgique* n°. 45; 12°. *Journal constitutionnel, commercial et littéraire d'Anvers* n°. 96, enz.

Aan de orde is de beraadslaging OVER HET WETS-ONTWERP BETREKKELIJK DE VIJFDE UITLOTING DER UITGESTELDE NATIONALE SCHULD.

Die beraadslaging wordt geopend.

M. van Hogendorp: (1) Ce projet de loi renferme deux objets.

Le premier est le tirage au sort de cinq millions de la dette différée, pour remplacer une somme égale de la dette active, acquise par la caisse d'amortissement pour être détruite.

Dans le principe la caisse d'amortissement a été dotée d'un revenu de deux millions pour en acquérir quatre ou plus de la dette active. Lorsque la dette Austro-Belgique a été consolidée, le fond de deux millions a été augmenté de soixante mille florins. Cette augmentation mettait la caisse d'amortissement en état d'acquérir une d'autant plus grande partie de la dette active, pour la détruire au bout de l'année. Cette augmentation était dans une juste proportion avec l'ancien fonds. Lorsqu'on arrêta la liquidation de la dette Belgique et de l'arriéré des Pays-Bas, il fallut une seconde augmentation du fonds, en proportion des accroissements de la dette. Mais alors on passa toutes les bornes, en élevant le fonds positif jusqu'à deux millions et demi. Cette augmentation fut de quatre cent quarante mille florins, c'est-à-dire de deux ou trois cent mille florins de trop. Si nous avions eu cet excédant de recette sur la dépense, la somme eût été très-bien employée, car tout excédant de recette appartient dans la règle à la caisse d'amortissement. Mais, loin d'avoir cet excédant, nous avons toujours eu un déficit, qui a toujours été, plus tôt ou plus tard, couvert par des emprunts. Ainsi nous avons emprunté ces deux ou trois cent mille florins afin de les verser dans la caisse d'amortissement; et pour diminuer la dette publique d'un côté, nous l'avons augmentée de l'autre. Il n'y a aucun avantage dans cette opération, au contraire, on y perd les frais qu'elle entraîne. L'Angleterre a compris cette vérité il y a un an, et elle n'emploie plus à l'amortissement que l'excédant de sa recette. Auparavant, et pendant un grand nombre d'années, elle a fait comme nous faisons encore. Le célèbre Pitt se laissa induire en cette erreur par le docteur Price, et le nom de Pitt sanctionna l'opération long-temps après sa mort.

Mais, il y a quelques années, un simple professeur d'université en Ecosse, publia des recherches sur le système d'amortissement par emprunts, et en démontra le néant. Le bon sens du public Anglais en fut frappé, et la conviction générale, opérée dans quelques années, fit changer de mesures au Gouvernement.

Je soumetts ce raisonnement et je rappelle ces faits à Vos Nobles Puissances, comme j'ai déjà fait deux années précédentes, dans l'espoir de faire adopter parmi nous la même maxime, savoir: qu'il ne faut employer au rachat de la dette publique que l'excédant du revenu; je me flatte que nos budgets présenteront à l'avenir cet excédant, et que nous pourrons le verser dans la caisse d'amortissement. Mais si le contraire avait lieu, s'il n'y avait pas d'excédant, je crois qu'il faudrait nous borner à un fonds d'amortissement strictement nécessaire pour le rachat dans la proportion primitive, et ne rien accorder au-delà.

Voilà pour l'avenir et pour la discussion du budget que nous attendons. Quant au moment présent, je veux bien regarder ce premier objet du projet de loi comme une suite des circonstances, et auquel nous ne pourrions apporter de changement, sans faire un tort passager au crédit public. Je m'y conformerai cette année comme j'ai fait l'année passée, mais je ne le fais que pour laisser à des idées plus saines sur cette matière le temps de mûrir. Je me flatte surtout que l'exemple de l'Angleterre sera d'un grand poids.

Le second objet de ce projet de loi est la destruction de neuf millions de la dette différée, dont la caisse d'amortissement a fait l'acquisition.

Je dois commencer ici par relever une erreur, dans laquelle il me semble qu'on est tombé. On observe dans le rapport de la Section Centrale: *que la caisse d'amortissement n'a pas la faculté de conserver les portions de la dette différée qu'elle acquiert.* Je ne connais de loi sur cet objet que celle du 9 Février 1818, qui prescrit une destruction annuelle de cinq millions de la dette différée.

(1) De heer van Hogendorp sprak in het Fransch; zie zijne eigen verklaring, voorkomende in zijne *Bijdragen tot de huishouding van Staat*, V, dl. 54; in welk deel, van bl. 54—61, de gansche rede in het Hollandsch voorkomt. In het Fransch is zij opgenomen *Journal Général des Pays-Bas* n°. 504, en *Mercur d'Anvers* n°. 50.

XVII. *Vijfde uitloting der uitgestelde schuld.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

Je vois aussi par l'état officiel de la caisse d'amortissement que, de temps en temps, il a passé à la dette active des parties de la dette différée qu'elle avait acquises. Tout ce qu'on me paraît pouvoir soutenir avec quelque couleur de justice, c'est que cinq millions doivent être détruits annuellement. Je l'avoue tant que cette loi subsiste, mais je la crois mauvaise, et il est certain qu'on peut la rapporter. Ainsi cette loi même ne nous empêche pas d'examiner le principe. Or, c'est ce principe d'une destruction quelconque de la dette différée que je trouve digne de notre attention. Je prie Vos Nobles Puissances, de permettre que je révoque en question, s'il est utile de détruire une partie de la dette différée, acquise par la caisse d'amortissement.

Par la destruction des neuf millions indiqués dans le projet de loi, la caisse d'amortissement est privée de la chance du tirage, comme il est statué expressément. Si jamais, par le tirage, ces neuf millions entraient dans la dette active, la caisse d'amortissement jouirait de ce chef d'un revenu annuel de deux cent vingt-cinq mille florins. Ce revenu peut tarder long-temps à lui échoir, une très-mince partie en rentrera peut-être au premier tirage; mais successivement il doit lui tomber en partage tout entier. Quelque petite que soit la rente dans les commencements, la puissance d'amortir en est accrue, et cette rente sert chaque année à de nouveaux rachats. Ainsi, par la destruction de ces neuf millions de dette différée, nous procurons à la caisse d'amortissement de nouvelles pertes chaque année de son existence. Nous avons fait de même l'année passée, et on voudrait nous engager à faire de même toutes les années suivantes. Ainsi le dommage est double de cette année, triple une année suivante, et va toujours en augmentant. Il est incalculable à quel point nous paralysons une institution que nous aurons dénaturée.

En effet le but qu'on se propose dans une caisse d'amortissement, est d'accélérer l'extinction de la dette publique. Nous croyons y parvenir par cette destruction qui frappe au premier abord; mais nous détruisons des effets qui valent un peu plus de trois pour cent, au lieu d'attendre la chance qui peut les convertir en effets de quarante-quatre pour cent. Loin d'accélérer l'extinction de la dette, nous y apportons un grand retard. Or, l'intérêt de l'Etat est évident, c'est l'accélération. L'intérêt des créanciers est le même, c'est l'accélération. Ainsi, tous les intérêts se réunissent dans la puissance d'amortir, qu'il faut bien se garder de diminuer par des vues fausses ou rétrocies.

Ici se présente la première objection que j'ai entendue. Les créanciers de l'Etat, dit-on, désirent cette destruction de la dette différée. Je réponds que les détenteurs de cette partie de la dette la désirent, mais qu'ils ne forment qu'une faible partie des créanciers en général. Nous pourrions de même accorder un avantage inespéré aux détenteurs de bons du syndicat, et nous serions sûrs de leur plaire; mais les créanciers de l'Etat en général se plaindraient avec raison d'une faveur accordée à leurs dépens. Car l'Etat, dont les ressources sont bornées, ne fait ces grâces à l'un qu'en prenant sur ce qu'il doit à l'autre.

On insiste, on prétend, que tous les créanciers de l'Etat sont avantagés par la destruction d'une partie quelconque de la dette. Il est vrai que c'est un avantage; mais il est également vrai, qu'il y a un avantage infiniment plus grand à profiter des chances du tirage. Par ce dernier moyen l'extinction finale est accélérée d'un grand nombre d'années. Ce qui conduit le plus promptement à ce but, est dans l'intérêt des créanciers en général, et on y arrive moins promptement par la destruction que par le tirage.

J'ai entendu faire une autre objection. « Il faut, dit-on, de la publicité dans ces opérations. Or, on annonce au public la destruction de tant ou tant de millions. Mais, en profitant du tirage, on opère dans les ténèbres. » Comme si on ne pouvait annoncer également au public les effets de ce tirage. Jettons les yeux sur l'état de la caisse d'amortissement que nous avons reçu, et nous y trouverons chaque année les sommes de la dette différée converties en dette active. J'applaudis à ces comptes rendus, je recommande sans cesse la publicité comme base du crédit public, et j'ai eu quelque peine à comprendre comment on a pu me supposer d'autres intentions. J'imagine que c'est une simple tournure qu'on a prise, pour exposer les avantages de la publicité. Quoi qu'il en soit, j'y souscris de grand cœur, non-seulement pour les opérations de la caisse d'amortissement, mais pour toutes les opérations de finances. Je vais plus loin, je crois qu'il ne suffit pas de la publicité; mais qu'il faut encore beaucoup de simplicité et la plus grande clarté. Pour rendre un compte, un budget, bien intelligibles, il faut que les opérations mêmes le soient. Je pense que, dans un Gouvernement représentatif, tous les représentants doivent pouvoir faire le compte de l'Etat comme leur propre compte. Cette intelligence doit même se répandre dans les classes bien élevées, et tout homme qui a

reçu de l'éducation doit y participer. C'est ainsi que s'établit la confiance entre le Gouvernement et la Nation.

Je conclus que les objections qu'on m'a faites, me semblent l'évanouir. En attendant, je n'insiste pas sur un changement dès cette année, parce que je ne veux pas déranger les opérations du Ministère, ni les spéculations des particuliers. C'est la troisième fois que je m'oppose au principe adopté, et je me flatte de produire dans quelque temps la conviction qu'il faut l'abandonner. Je ne suis pas pressé d'avoir raison.

Par ces motifs, je m'explique sur ce second objet de la loi, comme j'ai déjà fait sur le premier. Cette année encore, par les mêmes motifs que l'année passée, je voterai pour la loi."

M. Geelhand della Faille (1) plaide la cause des créanciers des Provinces Méridionales, particulièrement de ceux de la province d'Anvers, dont il est le représentant; il désire qu'ils aient les mêmes droits que ceux des Provinces Septentrionales, et qu'il n'y ait point de distinction; il entre à cette occasion dans quelques détails sur la liquidation de la dette nationale et sur les catégories qu'on a établies. Cependant, il votera pour l'adoption.

M. Gendebien : (2) Notre Loi fondamentale veut que, chaque année, durant la session ordinaire des Etats-Généraux, le pouvoir législatif s'occupe de la dette publique, dans l'intérêt des créanciers de l'Etat.

L'esprit de cette sage prévoyance n'est pas d'aggraver la dette nationale ni d'accroître les créances à sa charge, mais de consolider les sûretés des créanciers.

Les deux tiers différés étaient, en 1815, dettes des Provinces-Unies; par la Constitution du Royaume ils sont devenus sa dette; dette stérile, tandis que le sort ne l'a pas fait passer dans le tiers consolidé. Notre législation doit prévenir cet effet du sort, qui est tiré chaque année, afin de disposer les moyens d'y faire face.

Telle est notre obligation nationale; nous ne pouvons pas l'amoindrir; mais il faut nous garder d'y ajouter quoi que ce soit, car notre Loi fondamentale a pros crit les faveurs; et l'on sait que la justice commande de s'acquitter avant que d'être libéral.

Dès que la caisse d'amortissement a acquis des actions des deux tiers différés, elles lui appartiennent à tous effets. Elle doit donc participer aux faveurs du sort.

Le projet de loi que nous discutons tend à frapper ces actions du néant. Le pouvons-nous? J'aperçois, il est vrai, que par ce procédé la dette différée est amoindrie, et que la caisse d'amortissement a rempli son but à cette concurrence; j'aperçois plus, les chances deviennent plus probables en faveur des actionnaires de la dette différée, mais j'estime que nous ne devons pas opérer de la sorte.

Les actions de la dette différée, tandis qu'elles sont conservées à la caisse d'amortissement, ne coûtent quoi que ce soit aux finances générales de l'Etat, vu que cette dette est stérile; elles peuvent, elles doivent même, en concourant au sort annuel, procurer des actions du tiers consolidés, à cette caisse d'amortissement qui est une branche intéressante de nos finances. D'où je conclus, qu'amortir les actions de la caisse d'amortissement, c'est tarir une source de la libération de l'Etat, c'est se livrer à une opération que je crois fautive et préjudiciable.

J'estime donc, et si j'ai tort mon erreur est grande, que la

(1) Deze rede is niet in haar geheel gevonden. *L'Oracle* in n°. 45, en de *Antwerpsche Gazette*, in n°. 20, geven dienaangaande de omstandigste berigten. De *Nieuwe Gazette van Brugge* geeft omtrent het door dit lid gesprokene, in n°. 941, het volgende op:

» De heer **Geelhand della Faille**, van Antwerpen, voerde vervolgens het woord, en sprak, bij gelegenheid der tegenwoordige beraadslaging, over de openbare schuld. Hij betoogde het dringende voor de Zuidelijke Provinciën, en bijzonder voor Antwerpen, dat de vereffening van de schuldvorderingen van derzelver ingezetenen, zoo veel mogelijk bespoedigd mogt worden; in welk werk hem eene te groote traagheid en langzaamheid scheen te heerschen. Hij wijst dit niet toe aan de achtbare personen, met deze vereffening belast; maar sprak van geheime onderrigtingen die dezelve hebben zouden. Hij verlangde te meer deze bespoediging, opdat eindelijk aan het verlangen, om alle onderscheid tusschen Zuidelijke en Noordelijke Provinciën te zien ophouden, zou worden voldaan, daar allen, dezelfde belangen hebbende, gelijke voordeelen behooren te genieten. Hij sprak niet tot erlanging van eene gunst, maar van gerechtigheid, en van hetgeen bij de Grondwet is bepaald.

(2) Zie *Journal Général des Pays-Bas* n°. 504; en *Journal de la Belgique* n°. 48.

XVII. Vijfde uitloting der uitgestelde schuld. (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

caisse d'amortissement doit, pour remplir sa destination de la manière la plus efficace, acquérir, à concurrence de ses moyens, des actions de la dette stérile, pour les éteindre, par la confusion immédiatement après que le sort les aura élevées au rang de la dette consolidée.

Si les porteurs des actions de la dette stérile se plaignent, que ma doctrine tend à retarder la chance heureuse qui doit un jour métamorphoser leur créance, je leur dirai que l'art. 199 de la Loi fondamentale ordonne au pouvoir législatif de s'occuper tous les ans de leur garantie, et de l'acquiescement fidèle de la dette publique généralement; mais que de là même je me tiens fondé de conclure, que l'opération qu'ils paraissent réclamer est contraire à l'esprit de cet article, d'autant que son résultat, en retardant l'amortissement de la dette publique, altérerait d'autant sa garantie et ses sûretés.

Je dis, en me résumant, que le projet présenté à la délibération de Vos Nobles Puissances, cause un préjudice notable à la caisse d'amortissement, pour procurer aux porteurs actuels des actions de la dette stérile une faveur imperceptible; faveur d'ailleurs que la Constitution et l'équité me paraissent réprouver également.

Le rapport de la Commission Centrale, que j'ai sous les yeux, m'apprend que, dans une Section, des membres ont fait remarquer: *qu'il résulte de l'ensemble des lois sur la matière, que la caisse d'amortissement n'a pas la faculté de conserver les portions de la dette différée qu'elle acquiert, et que leur destruction est une suite nécessaire des avantages que tous les créanciers de l'Etat doivent attendre de la diminution successive des chances à courir dans l'acquisition de la dette différée et l'entrée dans la dette active.*

J'avoue que je suis peu versé dans l'étude et dans la pratique des lois de finances. Je me bornerai donc à dire, que, si cet ensemble est antérieur à la Loi fondamentale, il est aboli. S'il était postérieur il blesserait son esprit et sa lettre.

Si, comme ce rapport le porte encore, *la destruction de cinq millions de dette différée a déjà été ordonnée par une loi antérieure*, c'est à mon avis un tort qui s'y est glissé, et auquel je n'ai pas donné mon assentiment.

Je termine ce discours, en manifestant le voeu que des mesures sages, justes et efficaces soient prises, par le pouvoir législatif du Royaume, afin que la dette stérile soit étouffée légalement avant sa métamorphose. Animé de l'amour de la patrie, impatient de voir consolider les bases de sa prospérité, je m'afflige profondément chaque fois que je considère dans quel éloignement nos lois ont repoussé sa libération. Je ne connais rien qui contrarie davantage les belles destinées d'un Etat, que la hauteur de sa dette, des dépenses perdues ou démesurées, et un mauvais système d'impôts et de donans.

Par les motifs exposés dans le discours du premier orateur qui a parlé, je voterai, cette fois, pour le projet.

M. Liefmans (1) dit, qu'il ne s'était pas proposé de porter

(1) De heer Liefmans sprak uit het hoofd, en dien ten gevolge is zijne rede niet in haar geheel teruggegeven. *L'Oracle*, in n°. 45, en de *Antwerpsche Gazette*, in n°. 20, zijn daaromtrent het uitvoerigste. De *Nieuwe Gazette van Brugge* meldt dienaangaande het volgende, in n°. 941:

«De heer Liefmans, van Oudenaarde, provincie Oost-Vlaanderen, zeide, dat hij het woord over dit ontwerp van wet niet zou gevoerd hebben, als met welk hij zich volkomen vereenigde; maar dat hij zich daartoe genoopt zag, door de aanmerkingen omtrent het niet vernietigen van de gedeelten der uitgestelde schuld en daartoe behorende bankbiljetten, in welker bezit de amortisatie-kas is geraakt, om aan deze kas het voordeel van de kans der loting over te laten. De spreker begreep, dat deze kas bepaaldelijk ingerigt was om te vernietigen, en niet vermogt te speculeren. De kansen konden wel eens tegen loopen, en dan zouden die fondsen kwalijk besteed zijn. Daarenboven vermogt, en kon men de bepalingen, bij onderscheidene wetten, op dit stuk gemaakt, niet te veranderen, zonder aan het vertrouwen der schuldeischers van den Staat te kort te doen, en daardoor het openbaar crediet te benadeelen. Hij gaf zijne toestemming aan de wet.»

Le *Journal Général des Pays-Bas*, in 502, geeft het volgende op:

«M. Liefmans improvise son opinion motivée. Il n'aurait pas porté la parole sur cette loi, qui emporte son entier assentiment, mais il se croit obligé de combattre l'opinion des deux honorables préopinants à l'égard de la faveur, qu'ils croient devoir être accordée à la caisse d'amortissement. Au contraire, il trouve la loi proposée conforme à la Loi fondamentale, art. 199, ainsi qu'aux dispositions des lois du 14 Mai 1814, et 9 Février 1819. La caisse d'amortissement n'a pour but qu'une extinction de la dette publique, et ne doit pas être un objet de spéculation. Il vote pour l'adoption du projet sans restriction.»

la parole; mais qu'il s'y déterminait à cause des observations faites par son honorable collègue, M. le comte de Hogendorp; il pense que ces observations ne sont pas justes. Il insiste sur l'exécution stricte de la loi du 9 Février 1818, qui ordonne qu'au moins cinq millions de la dette différée soient amortis chaque année. C'est un droit que les créanciers de l'Etat ont acquis; on ne peut le leur ôter sans injustice; on ne peut changer ces dispositions sans faire un tort considérable au crédit public. Il votera pour la loi, sans aucune restriction.

M. Six van Oterleek, *Ministre des Finances*, (1) portant la parole, se borne à répondre aux observations faites sur le projet en discussion, par Messieurs de Hogendorp et Gendebien, et à prouver que le mode d'extinction suivi jusqu'à présent, répond bien plus au grand but de la caisse d'amortissement, savoir l'accélération de l'extinction de la dette. La faveur, proposée pour la caisse d'amortissement est considérée par Son Excellence comme une injustice; elle serait un manque de bonne foi, et ruinerait le crédit public. Le Ministre répond aussi aux observations sur la liquidation, faites par M. Geelhand della Faille.

M. van Hogendorp (2) J'ai entendu des observations con-

(1) De heer Six van Oterleek, Minister van Financien, sprak bij deze gelegenheid ook in de Fransch taal. (Zie onder anderen *Rotterdamsche Courant* n°. 19.) Zijne rede komt nergens in haar geheel voor. Het bovenstaande is overgenomen uit *Journal Général des Pays-Bas* n°. 502.

Tot aanvulling dienen de volgende opgaven, uit:

1°. *L'Oracle* n°. 45 en *Antwerpsche Gazette* n°. 20.

«S. Exc. le Ministre des Finances prononce un discours Français à l'appui de la loi, et réfute les observations faites par les orateurs de la Chambre, principalement celles de M. van Hogendorp; il s'oppose à ce qu'on revienne sur les lois qui sont portées à ce sujet, et croit, ainsi que M. le député Liefmans, que ce serait ruiner le crédit public. La dette contractée par l'Etat, ajoute-t-il, est une dette sacrée, à laquelle on ne peut toucher, et il convient d'exécuter les lois qui existent sur cet objet. Si les dettes de plusieurs créanciers des Provinces Méridionales ne sont pas encore liquidées, il faut l'attribuer à la nature de ces dettes et nullement à la volonté du Gouvernement, qui ne fait pas de distinction entre les Belges et les Hollandais, et qui ne connaît que les habitants du Royaume des Pays-Bas, sans aucune distinction des provinces où ils demeurent.»

2°. *Nieuwe Gazette van Brugge* n°. 941.

«Zijne Excellentie de Minister van Financien vatte vervolgens het woord op, ter verdediging van de wet tegen de bedenkingen, welke men in het midden had gebracht. De tegenwoordige wijze van handelen, in dit stuk, voldeed meer aan het oogmerk, namelijk de bespoediging der vernietiging van de schuld; en hij kon verzekeren, dat, terwijl er eerst nog 136 jaren zouden vereischt worden, voor den geheelen afloop der vernietiging van de gansche schuld bij loting, ten beloope van elf honderd en tachtig millioen, thans dit tijdstip reeds tot op 84 jaren is vervroegd. Zijne Excellentie beriep zich op de bestaande wettelijke bepalingen, op het gegeven woord en trouw van het Staats-bestuur, en zag in het veranderen dier bepalingen de nadeelgste gevolgen voor het openbaar crediet. Voorts beantwoordde de Minister ook de bedenkingen omtrent de vereffening, door eenen der sprekers aangevoerd, en verzekerde, dat alles daaromtrent met orde, regelmatigheid en den meest mogelijken spoed behandeld wordt.»

In de *Bijdrage tot de huishouding van Staat* wordt door van Hogendorp, omtrent het gebeurde bij die gelegenheid, in deel V, bl. 61—62 het volgende gemeld:

«De Minister van Financien nam in de openbare zitting nevens mij plaats, zoo dat hem geen woord van mijn advies kan ontvallen zijn. Op mijne eerste stelling antwoorde hij niet, en het bleef niet onopgemerkt in de Kamer, dat dezelve als het ware werd toegegeven.

«Op de tweede stelling adviseerde de Minister vrij lang, en zijn advies kwam eigenlijk hierop neder, dat het inkoop der uitgestelde schuld zeer voordeelig was. Ditzelfde had ik als zeker aangenomen, en daaromtrent bestond er geen verschil. Hij liet dus het eigenlijke punt van verschil onaangeroerd, namelijk, de vernietiging van het opgekochte. Ik zou niet nagelaten hebben dit in de discussie aan te merken, indien ik de wet had willen helpen afstemmen. Maar, alzoo ik slechts op tijd werkte en hoopte met der tijd te overtuigen, zoo verlangde ik maar dat het advies van den Minister met het mijne gedrukt onder de oogen der leden kwam; dat men vergeleek en oordeelde. In dezen zin sprak ik dus eene tweede reize; doch het advies van den Minister is niet in druk verschenen. Ik wensch hartelijk dat hij het eerst moge overtuigd worden zijn, en dat wij voortaan eene verandering in dezen maatregel mogen bespeuren, waardoor de grootste voordeelen zullen behouden blijven.»

(2) Zie *Journal Général des Pays-Bas* n°. 504 en *Mercure d'Anvers* n°. 50, (Fransch); en van Hogendorp's *Bijdragen tot de huishouding van Staat*, V, bl. 62—63 (Hollandsch).

formes aux miennes, et d'autres opposées. Je ferai imprimer les miennes, et j'espère que celles de mes honorables collègues et de M. le Ministre des Finances le seront également. Vos Nobles Puissances pourront les comparer et juger. Car j'ai déclaré, que je ne prétends apporter aucun changement aux opérations de cette année. Je ne désire que de faire adopter de plus sages mesures à l'avenir. Je crois qu'en examinant à loisir les observations et les calculs soumis à Vos Nobles Puissances, elles adopteront les principes que j'ai défendus. Je ne renouvellerai donc pas la discussion. Il n'y a qu'un point que je ne puis m'empêcher de relever. On cite les lois constitutives de la dette publique; eh bien, j'invoque ces lois, je les défends, j'ai dit et je répète que la loi du 9 Février 1818 est une infraction à la loi constitutive du 14 Mai 1814. On cite les promesses faites aux créanciers de l'Etat par les lois constitutives, on parle de bonne-foi; eh bien, je réclame ces promesses et cette bonne-foi. Je suis créancier de l'Etat pour des sommes assez considérables; mais, pas seulement détenteur de dette différée, je suis inscrit au grand livre, je possède d'autres effets, et je déclare que mes intérêts sont lésés par les lois qu'on prétend faites en ma faveur.

M. Geelhand della Faille réplique en peu de paroles aux assertions du Ministre, et persiste dans son opinion. (1)

De beraadslagingen worden gesloten verklaard, en het ontwerp van wet betreffende de vijfde uittoting van uitgestelde schuld, in stemming gebragt, met algemeene stemmen aangenomen.

De Commissie voor de verzoekschriften brengt de volgende verslagen uit: (2)

De heer **Cuypers**, lid der Commissie:

I. De Commissie voor de verzoekschriften heeft de eer aan U Edel Mogenden rapport te doen op een request van schout en gemeenteraad van Heukelom, district Gorinchem, provincie Zuid-Holland, houdende bezwaren tegen het voorgestelde in een ontwerp van wet, thans bij U Edel Mogenden in deliberatie, betreffende grensscheidingen tusschen de provincien Gelderland, Zuid-Holland en Utrecht.

De requestanten beschouwen de bepalingen dier grensscheiding ten hoogste bezwarend voor hunne gemeente, en als voor de ingezetenen derzelve de nadeeligste gevolgen zullende na zich slepen; terwijl uit geen hoofde hoe ook genaamd eenige doelmatige verbetering met opzigt tot 's Rijks Waterstaat, maar veeleer nadeel of verandering daarin zou kunnen ontstaan.

Zij zeggen door deze geprojecteerde grensscheiding de gemeenten en polders van Asperen, Heukelom en Spijk, zoo wat de geheele huishouding wegens administratie der gemeenten, dat der polders, waterkeeringen, watermolens, sluizen, watergangen, enz., als wat het regterlijke betreft, in twee deelen wordt gesplitst en onder het beheer en bestuur gebragt van twee provinciale autoriteiten, mitsgaders twee verschillende burgerlijke regtbanken: namelijk voor een gedeelte onder de provincie Gelderland en regtbank van Tiel, en voor een ander gedeelte onder de provincie Zuid-Holland en regtbank van Gorinchem. Zij beweren dat deze splitsing voor allen groote inconvenienten, schaden en gevaren zal veroorzaken, en wel bijzonder aan Heukelom in geval van inundatiën en opkroppingen van water door ijsgang, enz.

Al deze en meer andere door de requestanten opgegeven bezwaren, vermeenen zij dat zouden ophouden en kunnen worden geprevenueerd wanneer, in plaats van de bepalingen, houdende dat:

» De grensscheiding tusschen de provincie van . . . enz., voorts de Diefdijk tot op het punt waar die dijk aan den Hoorn dijk sluit en van daar de Lingedijk tot aan de sluis in de Linge bij Asperen, welke dijken aan de provincie Holland behooren: vervolgens langs de Zuidzijde van den Nieuwedijk tot waar dezelve op den Lingedijk valt, zoo dat de Nieuwedijk insgelijks geheel aan Holland blijft; van daar langs de Zuidzijde van de

rivier de Linge zelve tot beneden het Spijsche Veerhuis; en van daar de thans bestaande grensscheiding op Dalem;” dezelve aldus wierd geregeld en vastgesteld, dat:

» De grensscheiding tusschen de provincie van . . . enz., voorts de Diefdijk tot op het punt waar die dijk aan den Hoorn dijk sluit, en van daar de Lingedijk tot over de sluis in de Linge bij Asperen, welke dijken aan de provincie Holland behooren; vervolgens van daar den ouden Lingedijk oostwaarts volgende tot de Laar; van daar voorts de oude en thans bestaande grensscheiding tusschen de provincien Gelderland en Holland;” doch welke geenszins is die langs den Asperschen Achterdijk, welke Achterdijk volgens (bij hen) ingekomen informatie door het bestuur dier plaats als grensscheiding zou zijn opgegeven.

Door deze verandering zou, naar het gevoelen der requestanten, alle zwaarigheid zijn weggenomen; en zij vragen dus ten slotte, dat: niet de grensscheiding zoo als die door Z. M. den Koning wordt voorgedragen, maar zoo als die hierboven door hen is opgegeven moge tot stand komen en finaal worden bepaald; of wel, indien zulks niet zou kunnen geschieden, alsdan hunne gemeente en verdere opgezetenen mogen worden bepaald geheel tot Gelderland te behooren, en in dit geval de grenslijn bepaald die te wezen welke thans die van de belendende gemeenten zijn.

Eindelijk, en ten slotte, bieden zij zich aan tot het geven van alle inlichtingen en ophelderingen.

De conceptwet en de nieuwe redactie derzelve, waarover de requestanten bij U Edel Mogenden reclameren, ingekomen zijnde en waarschijnlijk eerstdaags een punt van uwe beraadslagingen zullende uitmaken, oordeelt uwe Commissie tot de verzoekschriften, dat dit request behoort te worden gedeponceerd ter griffie, ten einde de leden dezer Vergadering, des verkiezende, inzage daarvan kunnen nemen, en verder daarvan, bij de aanstaande beraadslagingen over dit onderwerp, zoo veel noodig te kunnen gebruik maken.

II. Namens de Commissie tot de petitiën heb ik de eer U Edel Mogenden rapport te doen op een request van den gemeenteraad van Veenendaal Stichts; aan U Edel Mogenden ingezonden en door U aan de Commissie verzonden den 22sten November 1819 n°. 5.

De requestanten geven daarbij te kennen, dat zij vernomen hebben, dat, bij de regeling van de grensscheiding tusschen de provincien Gelderland en Utrecht, die grensscheiding zoodanig zoude zijn voorgelagen dat het dorp Veenendaal gedeeltelijk onder Gelderland, gedeeltelijk onder Utrecht zoude behooren; zoo dat het zoogenaamd Geldersch Veenendaal weder in alle takken van administratie aan Gelderland zoude worden gevoegd en alleen het Sticht Veenendaal met Utrecht zoude vereenigd blijven.

Zij beschouwen deze afscheiding zoodanig onvoegzaam, dat zij vertrouwen in het geheele Koninkrijk der Nederlanden geen voorbeeld van eene zoo zonderlinge grensscheiding zoude worden gevonden, en voegen, tot staving van dit hun gevoelen, er bij: » dat het geheele dorp als één ligchaam is, dat dezelfde kerk heeft, hetzelfde kerkbestuur, gemeenschappelijke goederen, gemeen onderhoud der armen, dezelfde polder-inrigting en bestuur, dezelfde doctor en vroedvrouw, enz., en die gemeente voorheen alleen is afgescheiden geweest, alzoo tot twee provincien behoorde.”

Ten slotte zeggen zij zich verplicht te oordeelen, met gepasten eerbied hunne belangen in den schoot van U Edel Mogenden's aanzienlijke vergadering neder te leggen, met eerbiedig verzoek dat het U Edel Mogenden gunstig behagen moge, die belangen in uwe wijsheid wel te willen in overweging nemen, en, met verwerping der voorgelagen, de thans nog bestaande grensscheiding, ten opzichte van het justiciële, ten aanzien van Veenendaal te willen behouden.

Zonder voor als nog in eenig onderzoek te treden omtrent den inhoud van dit request, vermeent uwe Commissie te moeten opmerken: dat, vermits zoo ver haar bekend is tot heden geene voordragt wegens de grensscheiding, waarover de requestanten spreken, bij uwe Vergadering is ingekomen, die voordragt zal moeten worden ingewacht, en dat intusschen deze stukken ter griffie zouden kunnen worden gedeponceerd ter inspectie voor de leden dezer Vergadering, en om daarop, indien zoodanige voordragt door Zijne Majesteit mogt worden ingezonden, bij de deliberatiën deswege alsdan, zoo veel mogelijk, de aandacht te kunnen vestigen.

III. *Honorine Dropsy*, demeurant à Erpion, arrondissement Charleroi, s'adresse à Vos Nobles Puissances. Elle expose:

qu'il existe entre elle et le nommé Guillaume Bayay, de la même commune, un simulacre de mariage, portant date du 28 Février 1813, uniquement contracté pour faire jouir le dit Bayay de l'exemption de la conscription militaire dans ce temps;

(1) Van deze rede staat niets anders dan het bovenstaande in *Journal Général des Pays-Bas*, n°. 502, opgeteekend.

(2) Deze rapporten komen bij uittreksels voor in de *Nederlandsche Staats-Courant* n°. 43, (Hollandsch) en *Journal Général des Pays-Bas* n°. 509, (Fransch). Het bovenstaande is overgenomen uit de oorspronkelijke in het archief der Tweede Kamer voorhanden bescheiden. De verslagen I en II werden in het Hollandsch en de overige in het Fransch uitgebragt.

qu'il n'a jamais existé, entre elle et le susdit Bavay, aucune autre trace quelconque d'union conjugale que la matérialité de l'acte simulé consigné sur les registres de l'état civil de l'Erpion;

qu'il n'y a jamais eu le moindre rapport sérieux entre elle et Bavay, et que tous deux sont demeurés respectivement aussi étrangers l'un de l'autre, que si jamais elle n'avait eu la complaisance de se prêter au dit acte simulé; qu'elle a intenté, en 1815, contre le dit Bavay, par devant le tribunal de Charleroi, une action en nullité du dit acte civil; mais que ce tribunal, par jugement du 30 Mai 1818, la déclara non-recevable dans sa demande; qu'elle interjeta appel du dit jugement, auquel cependant elle n'a pas donné de suite;

elle ajoute que: ayant atteint l'âge de 39 ans et désirant contracter un mariage véritable et sérieux, catholique et civil à la fois pour satisfaire aux lois de sa conscience et à celles de l'Etat, elle a recours au droit de pétition que lui donne la Loi fondamentale, et s'adresse à Vos Nobles Puissances, afin qu'il vous plaise de provoquer une loi nouvelle et spéciale, ou prendre les mesures que vous croirez convenables dans votre haute sagesse, pour que tous ceux qui gémissent sous le poids d'un semblable acte, puissent se délivrer de ce lien factice, recouvrer leur liberté et contracter un mariage véritable.

Cette requête a été envoyée à votre Commission pour les pétitions, le 22 Novembre 1819, n^o 11, et c'est par mon organe qu'elle a l'honneur de vous présenter son rapport. Elle estime: que la décision de cette affaire doit être laissée aux autorités compétentes, et vous propose néanmoins l'envoi des pièces au greffe à l'inspection des membres de la Chambre, qui désireraient en prendre connaissance.

De heer Rosier, lid der Commissie:

IV. Votre Commission des pétitions a l'honneur de faire rapport de la requête que vous lui avez renvoyée sub n^o 17, et qu'ont adressée à Vos Nobles Puissances les sieurs van der Gracht, A. Bouvaert, Chs. d'Ath, L. Delwarth, Agnès Hoyerlant, Delvigne, deurwaarders, signataires en leur qualité respectivement exprimée à la suite de leurs signatures. Cette requête a pour objet, que Vos Nobles Puissances veuillent donner votre puissante intervention à l'effet d'obtenir la liquidation d'une somme de f 68.000, versés par leurs auteurs dans la caisse de l'Etat à titre d'engagées de leurs emplois de magistrats de la ville de Tournay.

Les pétitionnaires, qualifiant leur créance d'une nature peut-être unique et privilégiée, sollicitent l'Assemblée de vouloir la prendre en considération: ce qui déjà sera pour eux une faveur, disent-ils, que la situation dans laquelle les a réduits le silence des hauts fonctionnaires à qui ils se sont adressés, saurait leur faire apprécier.

Pour justifier la nature privilégiée de leur créance, ils en développent l'origine et la cause en ces termes:

» En 1721 la gêne qu'éprouvaient les finances de l'Etat, par suite de la guerre qui venait d'être terminée par le traité d'Utrecht et postérieurement par celui de Rastadt, ayant été connue par les membres qui composaient le magistrat de la ville de Tournay, ils résolurent par patriotisme d'offrir à l'Empereur Charles VI de concourir à leur amélioration, en versant dans la caisse de l'Etat une somme de f 68.000 courants, à titre d'engagées de leurs emplois de magistrat, gratuitement et sans aucun intérêt; mais seulement à condition de continuer à jouir des dites charges et des profits, émoluments et honneurs y attachés; sinon de leur faire rembourser respectivement ces susdites avances, soit par successeurs en places, ou de la part de S. M., qui s'y engagea formellement sous sa parole d'honneur et de Roi."

C'est dans cette garantie toute particulière du remboursement d'une offrande volontaire, que les pétitionnaires font consister, et il semble avec raison la nature presque unique et privilégiée de leur créance.

Ils ont joint à leur réclamation copie authentique du titre de l'engagée susmentionnée, donnée à Bruxelles sous la signature Royale en date de l'an 1721; deuxièmement copie de l'ordonnance Royale en date du 16 Octobre 1793, portant que le renouvellement de la loi de la ville et cité de Tournay ait lieu, et que ceux y désignés soient nommés et employés, à la charge par eux de se soumettre aux conditions portées par l'acte de l'engagée dont s'agit. Parmi ces magistrats alors nommés figurent les auteurs des pétitionnaires, et c'est de leurs chefs qu'ils font valoir leur réclamation aujourd'hui.

Votre Commission estime, que la créance réclamée ne saurait être méconnue par le Gouvernement d'Autriche; mais, ignorant les traités qui règlent les droits existants de ce chef entre notre Royaume et celui d'Autriche, elle se borne à rappeler à Vos Nobles Puissances, que la loi concernant la liquidation des dettes à la

charge du Royaume ne mentionne pas expressément les engagées; et qu'alors il a été donné à connaître, que cette espèce de créance mériterait toute la sollicitude de notre Gouvernement.

Quoiqu'il en soit, s'agissant, dans le but de la pétition, de la liquidation d'une créance fondée, il est vrai, mais dont l'exigibilité à la charge du Gouvernement doit être reconnue par lui-même, ou dépend éventuellement et exclusivement du domaine du pouvoir judiciaire, votre Commission pense qu'il n'y a pas lieu, quant à-présent et dans une espèce particulière, d'accorder l'intervention demandée de Vos Nobles Puissances.

Néanmoins elle vous propose de renvoyer et conserver au greffe la pétition et pièces jointes, pour y avoir recours le cas échéant.

V. Vous avez renvoyé à votre Commission des pétitions une requête, adressée à Vos Nobles Puissances, par le notaire van der Linden, demeurant à Ixelles. J'ai l'honneur de vous en faire rapport au nom de la Commission.

Cette requête est accompagnée des pièces ou copies suivantes, savoir:

1^o. d'une pétition présentée à cette Chambre le 18 Décembre 1818 par le même notaire, qui fut rapportée devant Vos Nobles Puissances le 29 Janvier 1819. Elle mentionne une autre requête que le pétitionnaire avait présentée au Roi le 29 Janvier 1817;

2^o. d'un mémoire revêtu de la signature de 45 notaires de l'arrondissement de Bruxelles, adressé à Son Excellence le Ministre de la Justice, et portant date de Décembre 1816;

3^o. d'une pétition que le même notaire van der Linden a présentée à cette Chambre le 24 Mars 1819.

Toutes ces pièces tendent à déterminer Vos Nobles Puissances, à proposer une loi qui autorise les notaires de cantons à pouvoir, comme ceux des villes, exercer leur ministère dans toute la province de leur résidence.

Le pétitionnaire oppose, que la loi du 25 Ventôse an XI, (16 Mars 1803) organique du notariat en France, et qui est en vigueur en ce Royaume, n'a établi les trois classes de notaires (1^o. ceux des villes où se trouve une cour de Justice suprême, qui peuvent exercer dans toute l'étendue de son ressort; 2^o. ceux des villes où se trouve un tribunal de première instance, autorisé à exercer dans l'arrondissement; 3^o. ceux établis dans les cantons, qui ne peuvent point exercer leur ministère hors du canton de leurs établissement), qu'en considération des anciens privilèges des notaires de Paris et par des vues fiscales toujours funestes.

Il cherche à démontrer: que les notaires des campagnes doivent, et sont censés, avoir la même instruction que les notaires des villes pour traiter les intérêts des gens de la campagne, aussi précieux aux yeux de la loi que les intérêts des habitants des grandes villes; que la considération et la confiance, dont les fonctionnaires doivent être également entourés, repoussent la distinction humiliante en classes; que la concurrence entre tous les notaires d'une même province peut seule donner ces avantages, et faciliter au public le choix qu'il est en droit de faire du notaire à qui il accorde le plus volontiers sa confiance, sans que la démarcation d'un arrondissement, d'un canton, puisse restreindre ce choix; etc.

Il invoque la jurisprudence, qui existait dans plusieurs provinces de la Belgique avant la mise en vigueur de cette loi du 25 Ventôse an XI. Alors, dit-il, tous les notaires indistinctement dans la même province exerçaient, dans toute son étendue également présumés capables, également habiles; il n'existait entre eux d'autre différence, relativement à l'exercice de leurs fonctions, que celle que la confiance des particuliers établira dans tous les temps parmi ceux qu'une honorable concurrence appelle à exercer le même état.

Il serait trop long, Nobles et Puissants Seigneurs, de retracer ici tous les principes et les considérations vraiment importantes qui sont déduits dans ces différentes pièces à l'appui de la demande, qu'ils ont adressée d'abord au Gouvernement et ensuite à Vos Nobles Puissances. Il suffira de vous faire remarquer, que, ainsi que le pétitionnaire l'avoue lui-même, Vos Nobles Puissances se sont déjà occupés de cette réclamation, et que votre Commission des pétitions, pour conclusion du rapport qu'il vous en fit alors, vous proposa de reconnaître que cette réclamation pouvait être prise en considération; ajoutant que ce serait lors de la délibération du nouveau Code du Royaume; et qu'en attendant elle devait être déposée au greffe.

Cependant le même pétitionnaire, par sa requête du 24 Mars 1819, s'est plaint à Vos Nobles Puissances de cet ajournement; parce que, dit-il, lorsque le mérite de la réclamation est connu, et que l'ajournement peut porter un préjudice plus grand aux intéressés que ne l'eût fait le rejet de la demande, ce qu'il essaye de démontrer,

23STE ZITTING. — 11 FEBRUARIJ.

Verslagen uitgebragt door de Commissie voor de Verzoekschriften.

vos principes d'équité font espérer une décision que le bien public réclame.

Sans apprécier les motifs de cette plainte, votre Commission a l'honneur d'observer, Notre et Puissants Seigneurs, que l'examen de la législation civile est l'époque la plus convenable pour prendre en considération l'organisation du notariat; que cette époque est en quelque sorte arrivée; et elle propose que vous ordonniez le dépôt au greffe de la pétition et pièces y jointes, objet du présent rapport, pour y rester à la méditation des membres de la Chambre qui voudront s'en occuper.

De Vergadering vereenigt zich achtereenvolgens met de bij deze verslagen voorgestelde conclusien. (1)

De **Voorzitter** geeft kennis, dat is ingekomen een adres van

(1) Volgens de *Nederlandsche Staats-Courant*, n°. 37, besloot de Kamer tevens om het eerst uitgebragt verslag te doen drukken en aan de leden rond deelen.

Bresseval Gerard en anderen, te Marche in het Groot-hertogdom Luxemburg, daarbij verzoekende eene herziening van het tarief der in- en uitgaande regten, in het belang der kanten-fabrieken.

Dit adres zal verzonden worden naar de Commissie voor de verzoekschriften.

De **Voorzitter** geeft te kennen, dat drie leden der Commissie voor de verzoekschriften, zijnde de heeren Bijleveld, van Crombrugghe en Cuypers, door hunne benoeming in eene Commissie tot herziening van het stelsel van belastingen, en daaruit voortvloeiende werkzaamheden, verhinderd wordende om zich met het onderzoeken der adressen bezig te houden, door hem ter vervanging worden benoemd, de heeren A. G. Verheijen en Serruys; zullende deze Commissie alzoo weder, als bij de eerste benoeming, uit zeven leden bestaan.

De zitting wordt daarmede gesloten.